

Jean-Baptiste André Godin à René Goblet, 27 janvier 1877

Auteur·e : **Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)**

Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

4 Fichier(s)

Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin à René Goblet, 27 janvier 1877, 1877-01-27

Équipe du projet FamiliLettres (Familistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

Consulté le 11/08/2025 sur la plate-forme EMAN :
<https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/49208>

Informations sur le document source

CoteFG 15 (18)

Collation4 p. (203r, 204r, 205v, 206r)

Nature du documentCopie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservationBibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

Informations sur l'édition numérique

ÉditeurÉquipe du projet FamiliLettres (Familistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)
DroitsFamilistère de Guise et Bibliothèque centrale du CNAM ; projet EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle). Licence Creative Commons Attribution - Partage à l'Identique 3.0 (CC BY-SA 3.0 FR).

Présentation

Auteur·e [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction [27 janvier 1877](#)

Lieu de rédaction [Guise \(Aisne\)](#)

Destinataire[Goblet, René \(1828-1905\)](#)

Lieu de destinationAmiens (Somme)

Scripteur / Scriptrice[Moret, Marie \(1840-1908\)](#)

Description

RésuméSur la séparation des époux Godin-Lemaire et la liquidation de la communauté de biens. Sur une lettre d'Édouard Larue retrouvée par Cresson et dont Delpech détient une copie. Sur la valeur de l'usine de Laeken : Godin explique qu'il a commencé en 1852 par ouvrir un atelier à Forest, administré par un associé qui a mal géré l'affaire, et que la société a été dissoute en 1858 avec des pertes de 142 000 F qui ont été ajoutées aux dépenses d'acquisition du site de Laeken qui s'élevaient à 160 852 F. Sur la licitation des biens de la communauté, la propriété intellectuelle des modèles et des brevets. Godin indique que de 1863 à 1874, il a créé 295 appareils pour la fabrication desquels, à raison de 30 modèles par appareil, près de 9 000 modèles sont nécessaires. Il annonce à Goblet que « nous arriverons demain soir dimanche à Amiens ».

Mots-clés

[Procédure \(droit\)](#)

Personnes citées

- [Larue, Édouard \(1828-1902\)](#)
- [Lemaire, Sophie Esther \(1819-1881\)](#)

Événements cités[Séparation des époux Godin et Lemaire \(1863-1877\)](#)

Lieux cités

- [Amiens \(Somme\)](#)
- [Forest, Bruxelles \(Belgique\)](#)
- [Laeken, Bruxelles \(Belgique\)](#)

Notice créée par [Pauline Pélissier](#) Notice créée le 14/11/2023 Dernière modification le 31/01/2024

Guise le 17 Janvier 1877 203

Cher Monsieur Goblet,

Je reçois de M. Besson la lettre de M.
Larue, en même temps que M. Delfgahe me
fait savoir que M. Larue lui a envoyé
copie de cette même lettre. Nous serons
donc complètement pourvus.

Tous ferons ici le travail que vous
avez demandé, mais en attendant je crois
bon de vous faire passer les réflexions
suivantes :

— Le bilan des comptes de l'atelier diminue
que la différence qui existe entre le bilan de
cet établissement dans ma comptabilité de
Guise au 31 Janvier 1864 et l'état de la
valeur immobilière actuelle d'après le prix
d'acquisition et les dépenses que cet établisse-
ment a courues provient des faits que voici :

J'ai commencé mon industrie en
Belgique, en 1851 dans un local situé à
Forest au sud de Bruxelles. L'affaire était
administrée par un associé qui a mal géré et
n'a produit que des pertes. La société a été
dissoute en 1858 je suis allé m'installer

dans l'établissement que j'ai acheté à Laeken, au nord de Bruxelles. Les 6 années passées à Forest se soldaient par un passif de 144.000 francs. Cette somme figurait donc aux Ormes en 1863 avec les dépenses d'acquisition et d'installation à Laeken qui s'élevaient à 160.000 francs. C'est ce qui produit le chiffre de 304.000 francs encre qui figure dans ma comptabilité de Guise. Le débit du compte courant à Laeken, l'estimation des experts me peut donc trouver en ceci sa justification.

— L'avocat de Mme^e Gadim m'a fait étendre sur l'urgence d'assurer à Mme^e Gadim la moitié des dépenses que les valeurs immobilières avaient coûtées à la communauté en 1863.

Il peut être utile de répondre que cela ne peut se faire sans complètement sacrifier mes intérêts.

La mise à prix n'étant que la représentation de la moitié de la valeur totale des propriétés, il faut que toutes les valeurs soient dépréciées dans la même proportion.

Si les choses se vendent à leur valeur, les deux parties rentrent dans l'importance de leur avocat. Mais mes parties sont bien plus considérables que celles de Mme^e Gadim dans cette dépréciation, et si la répartition n'était

pas proportionnelle aux apparts de chacun dans la chose licitée, en cas de malencontre je serais passer mes économies dans les mains de Mad^e Codin dans des proportions d'autant plus considérables que les intérêts peuvent presque doubler l'importance de ses répétées.

Quant à la question des modèles artistiques et des brevets, il me semble que ce serait aliéner ma liberté individuelle que d'en abandonner complètement la propriété à la licitation.

Mais en vue de me montrer plus conciliants encore, je puis consentir à m'intéresser le droit de toute cession de la propriété artistique des modèles et des brevets qui ont donné lieu à la production des objets portés sur les tarifs et les albums des usines en 1874.

De cette façon, il me semble que ce sera donner toutes les garanties désirables pour la licitation ; car, on ne perdra pas de vue qu'il ne me sera jamais possible d'établir maintenant de nouvelles usines et un établissement aussi important que celui qui m'a servi pour créer pendant onze ans, de 1869 à 1878, la quantité considérable de 85 appareils ; ce qui, à raison de 30 modèles environ pour

chaque appareil, représente près de neuf mille modèles.

Les acquéreurs auraient donc ainsi des garanties suffisantes sans que si j'étais condamné d'une façon absolue à une exaction forcée, et mis dans l'impossibilité de me rendre encore utile à l'industrie.

Vous arriverons demain soir, Dimanche, à Cormiers avec tous les documents justificatifs.

Veuillez agréer, cher Monsieur, l'assurance de tout mon dévouement.